L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. | NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 4 AOUT 1877. | 50me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN 4 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par S. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale,—Deux belles propriétés sur la rue Delery.

Par D. E. Morphy & Son, aux Nos 108 et 110 de la rue des Magasins, cow pens.

Cow Pens—Voir l'annonce d'encan de D. E Morphy & Son.

La guerre d'Orient.

L'échec complet de la campagne entreprise en Asie par les Russes renvoie forcément la reprise des opérations sur ce Continent au printemps prochain, car, dès le mois de septembre, les hauts plateaux de l'Arménie sont couverts de neige et une campagne d'hiver est impossible dans cette région. Tous les efforts des Russes paraissaient s'être concentrés depuis un mois, sur la campagne d'Europe, qui semblait leur promettre d'amples compensations à leurs échecs en Asie.

Le passage de Danube presque sans opposition, la prise de Nikopolis et plusieurs autres avantages importants constituaient d'heureux débuts pour l'armée envahissante. Enfin, les Balkans venaient d'être franchis par une armée importante et l'on croyait que rien n'arrêterait la marche des Russes sur Andrinople.

La Grande Bretagne, alarmée, s'était décidée à faire partir quelques troupes pour l'Orient, ajoutant ainsi une nouvelle démonstration à l'envoi de sa flotte dans la Baie de Besika. L'Autriche-Hongrie, pour répondre aux agitations des populations hongroises, insistait de nouveau pour qu'il ne fût pas permis à la Serbie de se mêler à la guerre. On croyait venu le moment psychologique où les grandes puissances devaient faire quelque chose pour localiser la guerre.

Ces appréhensions étaient prématurées. Constantinople n'est pas encore prise. Une défaite signalée d'une des armées russes va occasionner un temps d'arrêt forcé dans la campagne, et en faisant perdre aux Russes un temps précieux pour réorganiser leurs forces, permettra aux Turcs de se consolider dans leur lignes de défense.

La conséquence de la défaite des Russes, sera de les obliger à entreprendre une longue et difficile campagne d'hiver à la suite de la campagne d'été, alors qu'ils avaient dû espérer une marche presque triomphale sur Constantinople.

Une autre conséquence de cet échec des Russes sera de compliquer la situation par l'entrée en ligne de l'armée roumaine. Si les forces russes qui ont été battues à Eski-Saghra sont obligées de repasser les Balkans, l'armée d'invasion ne pourra se maintenir en Bulgarie qu'au moyen d'une série de victoires décisives, mais même dans cette hypothèse, elle ne pourra peut-être plus franchir de nouveau la ligne des Balkans d'ici à l'hiver et elle devra se borner à s'établir en Bulgarie et à assiéger les forteresses turques.

Dans cette hypothèse, les Russes essaieront d'obtenir que l'Autriche consente au passage de leurs armées par la Serbie ce qui leur permettrait de tourner l'obstacle. On sait que des entrevues doivent avoir lieu ces jours-ci entre les trois empereurs, et le Czar qui est effrayé des embarras intérieurs que lui causerait la prolongation de la guerre, fera tous ses efforts pour obtenir le consentement de l'Autriche à l'exécution de ses plans du côté de la Serbie.

Il est évident que la question d'Orient va entrer dans une nouvelle phase et que la diplomatie européenne, si réservée depuis l'ouverture des hostilités, va avoir l'occasion de faire une autre tentative en vue du réglement des intérêts européens dans l'Est.

On a parlé à diverses reprises, d'une entente entre l'Allemagne et l'Italie qui aurait pour objet de faire un double échec, à l'Autriche, d'un côté, à la France de l'autre. Mais nous voyons, d'autre part, affirmer que l'Allemagne et l'Autriche n'ont pas cessé d'être d'accord pour l'extension des intérêts allemands, au sud comme au nord. Les allégations sur une entente austro-anglaise ont été tour-à-tour réitérées et démenties, de sorte qu'au milieu de tous ces bruits contradictoires, il est impossible de dire s'il existe le moindre accord entre deux puissances quelconques sur les éventualités qui peuvent surgir de la guerre. Il semble que l'Autriche et l'Angleterre ne pensent qu'à agir chacune pour son compte tandis que la France, l'Allemagne et l'Italie se contentent d'observer.

S'il existe des traités particuliers, le secret en a été si bien gardé que les intéressés sont seuls à les connaître. Il va y avoir en Bulgarie de nouveaux chocs y avoir des armées qui décideront du sort entre la Turquie et la Russie et provoqueront peut-être une intervention de la diplomatie. Cette intervention aboutira-t-elle à un règlement amiable ? C'est là le secret de l'avenir. Nous nous sommes toujours cru à une grande guerre, nous persistons à y croire, mais il se peut que l'arrêt survenu dans la marche des Russes en retarde l'explosion jusqu'au printemps prochain.

Les élèves des Sœurs de la Merci à Biloxi donneront le jeudi, 9 août, à six heures du soir, dans la salle de l'école, un concert et une soirée littéraire sous la direction du professeur Bake. Le prix d'entrée est de 50 cents.

LE PALAIS DES MEUBLES.—Les atelier et les magasins de Mr Jos. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido, ressemblent en effet à un palais. Il s'y trouve un choix incomparable de meubles, et les prix de vente sont si modérés que nous nous rendons parfaitement compte de la vogue extraordinaire dont jouit cette maison.

LE RÉVÉREND BEECHER MENACÉ PAR LES ÉMEUTIERS.—Si Dieu, dit le Messager Franco-Américain, se décidait aujourd'hui à exaucer les souhaits des orateurs populaires de la grève, nous n'aimerions pas à être dans les souliers du révérend Henry Ward Beecher; car il a été beaucoup question de lui aux meetings de la semaine dernière, et chaque fois que son nom était prononcé, des milliers de voix s'écriaient : *"Hang him ! Give him hell !"* (à la potence; en enfer!) Etre pendu d'abord et s'en aller ensuite rôtir pour l'éternité à une des broches de Satan, c'est une perspective qui n'est rien moins qu'agréable.

Mais enfin qu'a-t-il fait ou qu'a-t-il dit qui lui vaille cette haine du peuple, lui qui pendant la guerre civile était un des hommes les plus populaires de New York ? Ce qu'il a dit ? Le voici. Dans le cours d'un sermon prononcé, il y a huit jours, il a eu le malheur de faire la remarque suivante :

"Il n'est qu'un dollar par jour ce n'est pas assez pour soutenir un homme et cinq enfants, si cet homme persiste à boire de la bière et à fumer. Eteve un dollar ne suffit pas pour acheter du pain ! L'eau ne coûte rien. L'homme ne peut pas vivre de pain, c'est vrai ; mais l'homme qui ne peut pas vivre de pain et d'eau n'est pas digne de vivre. Quand un homme est élevé sans savoir se priver, il est mal élevé. Une famille peut vivre avec du bon pain et de l'eau le matin, du pain à midi, et du bon pain et de l'eau le soir. (Bravo). C'est ce qu'on pourrait nommer le pain de l'affliction ; mais il est bon que l'homme mange le pain de l'affliction."

LA DIVISION DES PARTIS EN FRANCE.—On lit dans la *France*, qu'il ne faut pas confondre avec le *Journal officiel* :

"Les gymnastiques ont adopté une habile tactique pour tromper les électeurs.

Ils se divisent et se subdivisent en :

Constitutionnels,
Conservateurs,
Impérialistes,
Légitimistes,
Monarchistes,
Orléanistes.

Entre ces diverses dénominations des partis, c'est à ne pas s'y reconnaître."

Les partis républicains, répond la *Patrie*, sont bien plus faciles à classer ! Nous avons :

Le centre gauche, qui confine au centre droit.

Le centre gauche pur.

Le centre gauche qui confine à la gauche.

La gauche modérée.

La gauche républicaine.

Les radicaux. Les opportunistes.

Les intransigeants.

Sans compter les sous-nuances !

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Départs.

Partis hier par le chemin de Mobile : Colonel Robt. N. Lewis et famille pour New York; Wm. O. Rogers pour Washington; Jean Schweitzer pour New York; W. H. Foster pour New York; J. Marquess pour les sources de Biount; John Boland et fils pour White Sulphur Springs; Geo. Mason pour l'Est.

Amputation et mort.

Mr Alfred Brontin qui couché à terre dans un état d'ivresse, mercredi soir, près de la voie ferrée de la rue Claiborne, avait eu le bras gauche écrasé par le char No 18 au coin des rues Bassin et Canal, est mort à la suite de l'amputation qui était devenue indispensable, bien que tout d'abord on eut cru à l'hôpital, où il avait été transporté, qu'on ne serait pas obligé d'avoir recours à ce moyen extrême de guérison. Après l'opération, Brontin a commencé à déchoir rapidement et il est mort hier matin de bonne heure.

Un petit garçon, nommé Willie Wright, dit que dans la soirée de l'accident, il avait vu un homme en travers de la voie ; qu'il avait essayé de l'écarter de la, mais qu'il n'avait pu, attendu que l'homme était tellement pris de boisson qu'il restait sourd à son appel et ne pouvait s'aider en aucune manière. Quelques instants après cependant, il put se retourner et le petit garçon le laissa croyant qu'il s'était mis à l'abri du danger. Il faut supposer alors que Brontin en se retournant de nouveau avait repris sa position première et qu'étendant la bras sur le rail, sans savoir ce qu'il faisait, ce bras fut atteint par la roue du char et écrasé.

Subrogation.

Les clauses de la loi du Revenu qui permet à des tiers de payer les taxes foncières en étant subrogés à tous les privilèges et droits de gage ou de nantissement de la ville et de l'Etat, pourra servir, par exception, à quelques personnes qui peuvent se trouver dans une gêne momentanée. Ainsi, pour éviter à plusieurs années, nous n'y voyons qu'une expédient passager, plutôt fatal qu'utile. Une vente hâtive selon nous, vaudrait mieux, surtout si ce moment où les valeurs sont si faibles et si irrégulièrement et si mal payés. Toutefois, nous donnons ci-après la forme suivant laquelle l'acte de subrogation pourrait être dressé.

"Suivant l'acte No 98, section 79, session extraordinaire de 1877 de l'assemblée générale de l'Etat de la Louisiane, et conformément à l'ordonnance de ville No 4,062 et aussi avec le consentement de propriétaire soussigné, moi, administrateur de finance de la ville de la Nouvelle-Orléans, je transfère par la présente à ——— la taxe suivante et le jugement qui l'accompagne, suivant la description donnée plus bas, et je subroge à tous les droits, gages et hypothèques de la ville de la Nouvelle-Orléans incidents à cette taxe ou venant de là et j'inscris la subrogation dans les bureaux requis par la loi sans préjudice à aucun privilège ou hypothèque de la ville pour d'autres taxes ou pour celles qui pourront être dûes plus tard."

On a donné cette forme comme modèle, mais on peut facilement en faire une autre plus correcte et plus claire.

Marchés.

L'ordre de l'administrateur de commerce au sujet des viandes et poissons gâtés etc.....a été déjà plusieurs fois mis à exécution et des affidavits ont été faits contre plusieurs bouchers et marchands de comestibles.

Constructeurs de l'école McDonogh.

Jeudi dans l'après-midi, les soumissions pour la construction de la nouvelle maison d'école McDonogh ont été ouvertes. Le plan de l'édifice, qui aura un mansards, a été préparé par Mr Freret et devra être suivi. Voici la liste des soumissionnaires :

James C. Kendell	$20,250
Leonard A. Montleon	21,082
Andrew J. Downy	20,975
A. Dillon	18,220
L. E. Reynolds	17,150
Ottel & Fairie	15,998
L. Schoorman	15,400
John Page	13,600

Mr John Page ayant fait l'offre la plus avantageuse pour la ville, devra nécessairement avoir l'adjudication, s'il peut fournir un cautionnement solide.

Elle le veut absolument.

Mme Christine Fromberg, alias Penaud, alias Baptiste, a fait, en moins d'une semaine, trois tentatives désespérées de suicide. Dimanche dernier, elle sautait du ferry du quatrième district dans le fleuve et ensuite du ferry de la rue du Canal.

La troisième tentative a été faite à la station du cinquième precinct où Christine s'est servi d'un morceau de savon pour se pendre ; mais ayant été surprise dans son opération, elle a été mise sous la surveillance de la garde.

Incendie.

Jeudi soir, à 11 heures, le feu a pris dans une maison basse en bois, située au coin des rues Esplanade et Robertson. La propriété appartenant à Mme Joachim qui l'occupait, a été détruite. Elle était assurée avec les meubles à la compagnie Germania. La perte totale est estimée $1000. Les gens de la maison, qui dormaient quand le feu a éclaté, ont eu beaucoup de peine à se sauver.

Sociétés des cordonniers.

Cette société a eu, jeudi soir, une réunion très calme et paisible. Le maire par intérim, leur avait offert une escouade d'hommes de police pour les protéger contre tout désordre ou tumulte, mais on n'a pas été le cas, et l'ordre n'a cessé de régner dans l'assemblée de la société.

Fête dans les jardins de Carrollton.

Les Vaudry Rifles font les succès de la compagnie A, Crescent City White League.

La fête sera donnée sous les auspices des dames de la société de secours Crescent, qui se sont chargées des rafraîchissements. La compagnie portera son nouvel uniforme. La bande Germania, dirigée par Mr Saegebarte, sera de la partie.

Le programme sera comme suit :

Grand concert promenade, sous la direction de Jos. Miller, et avec le concours d'amateurs distingués, parmi lesquels le "Quartette Oriental" si connu, composé de MM. Bremer, Météney, Rose, Brunewald, Ennis, Rideau, Sumner et Reynolds et d'autres amateurs, femmes et hommes, qui ont offert spontanément leurs services.

Variété de scènes dans lesquelles MM. Baum, Williams, H. J. Smith, Wm. Trimble et les fameux "Petits frères Morris" paraîtront.

Il y aura contestation pour une belle épée d'officier, cérémonie et baudrier, entre les deux grands favoris, le colonel Jno. Glynn et le colonel J. B. Vinet.

Un élégant médaillon et une chaîne d'or étrusque, seront présentés à la dame qui vendra le plus grand nombre de billets. Le prix est maintenant exposé chez A. B Griswold, au coin des rues Canal et Royale.

Le colonel W. T. Vaudry présentera aussi aux Vaudry Rifles un magnifique drapeau.

Après le concert, la danse. Mr Philip Werlein a obligeamment prêté le piano pour l'occasion.

Mort Subite.

Un individu nommé Jean Lapique, natif de France et âgé de 24 ans, est mort subitement, hier matin, à onze heures et demie, dans un salon de coiffure de la rue Ursulines, No. 24. L'assistant-coroner, le docteur Bezon, a donné un certificat de mort causée par une congestion au cerveau.

TEMPÉRATURE.—3 août 1877, Thermomètre de C. DURAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 du matin	84	29
Midi	91	33
3 P.M.	90	32
6 P.M.	87	31

SOPHISTICATION DES FARINES.—Les substances employées pour la sophistication des farines sont très nombreuses ; contentons-nous de citer la chaux, le sulfate de baryte, le plâtre, le marbre, la poudre d'os, etc. Toutes ces matières sont d'une densité plus grande que la farine, et le docteur Himly, professeur de chimie à l'Université de Kiel, a proposé dernièrement un moyen fort simple de les reconnaître et de les séparer.

On emploie à cet usage le chloroforme ; si on met dans une éprouvette ou petit tube de verre fermé à une extrémité une cuillerée de farine, qu'on y verse du chloroforme et qu'on agite quelques instants, il suffit de laisser reposer ensuite pour voir surnager la farine, tandis que les matières étrangères gagnent le fond de l'éprouvette.

— M. Prudhomme, dit le *Gaulois*, a demandé une place au président de la cour d'assises pour voir juger l'affaire de la femme Grae, et il a envoyé à ce magistrat une lettre ainsi conçue :

Monsieur le président,

J'ose solliciter une place à l'audience du 28 juillet, pour moi et mon fils, élève de la classe de seconde. Je tiens à ce que Joseph entre pour la première fois en relations avec ces héroïnes sur les bancs de la cour d'assises.

De vitriol sera le plus bel enseignement de sa vie.

UN MENSONGE POLITIQUE.—La *Tribune* de New York complimentait dernièrement M. Tilden d'avoir eu le bon sens de ne pas essayer de s'emparer par force de la Maison Blanche, le 4 du mois de mars dernier.

"Assez de chansons sur cet air-là, lui répond le *Commercial* de Cincinnati. M. Tilden avait un plan à lui, pour se faire reconnaître comme président à New York, avec l'aide de la milice de la branche de pays qui embrasse les Etats démocrates, le Connecticut, le New York, le New Jersey, le Delaware et le Maryland. Il avait fait dresser la liste des troupes et calculer les sommes d'argent dont il pouvait disposer à New York. Ce plan n'obtint pas l'approbation des meneurs du Sud, et il fallut l'abandonner."

C'est là un mensonge politique flagrant. Ce sont les démocrates de l'Est qui dirigeaient le comité national qui ont repoussé tout emploi de la force.

CONSEILS AUX RÉPUBLICAINS.—Nous lisons dans le *Temps* du 17 juillet ;

Les conservateurs reprochent quelquefois à leur parti de ne pas savoir s'organiser assez tôt en vue des prochaines élections. Parcille plainte serait elle sans aucun fondement à l'égard du parti républicain ? On s'agite partout dans nos rangs ; on parle ; on forme les plus beaux projets du monde ; mais de l'intention à l'action il y a loin ; et de l'action individuelle à l'action collective régulière méthodique, il y a plus loin encore.

Nous ne nous laisserons pourtant pas de le répéter ; la lutte qui se prépare n'est pas une lutte ordinaire ; les moyens et l'activité ordinaires n'y suffiraient pas. Ce n'est que par des efforts prompts, concertés, redoublés, persévérants, que nous emporterons la victoire. Comptons bien que l'entente et l'organisation ne feront pas longtemps défaut aux conservateurs ; le gouvernement fait l'administration et charge de les leur procurer en temps et lieu. Nous, au contraire, nous avons en quelque sorte à les tirer de nous-mêmes, et dans les conditions extérieures les plus défavorables. Il faut donc nous presser, nous évertuer, et ne pas attendre que la chose se fasse toute seule, il que d'autres plus habiles que nous, la règlent à notre place.

LES TENDANCES DU CENTRE-GAUCHE.—On lit dans le *Moniteur universel* :

Si nous en croyons les déclarations faites par quelques-uns des membres les plus en vue, les plus influents du centre gauche, les anciens députés de ce groupe n'obéiraient pas uniquement à des considérations tirées de leurs intérêts électoraux en refusant de s'associer à toute campagne contre la durée des pouvoirs du maréchal.

On nous assure, en effet, que les républicains modérés, qui étaient, avant la prorogation, la domination envahissante des républicains conservateurs, se préoccupent sérieusement de ce qu'il adviendra au lendemain des élections.

Persuadés que le but du Président de la République demeurera, quoi qu'il arrive, sa poste, convaincus que le pays désire et veut son maintien, craignant de voir un grand nombre d'anciens membres de la majorité ne point être réélus, les candidats du centre gauche comprennent qu'ils ont le plus grand intérêt à ne pas se déclarer les adversaires du chef de l'Etat.

Nous répétons que le centre gauche doit être, par sa nature même, on un groupe gouvernemental, ou bien un groupe d'opposition modérée, mais encore il lui est toujours permis d'espérer dans un moment ou dans un autre, il arrivera aux affaires. Verra-t-on se produire, dans la future Chambre, par la force même des choses, cette composition des centres que nous n'avons cessé de conseiller, on bien le Président de la République jugera-t-il utile d'appeler dans ses conseils quelques-uns des représentants les plus modérés de la gauche ? L'une ou l'autre de ces éventualités pourront se produire ; mais elles ne le pourront que si ce groupe ne s'est pas posé en adversaire direct des pouvoirs du maréchal, c'est à dire de la Constitution elle-même.

Ce serait donc à ces graves considérations qu'obéirait le centre gauche, lors qu'il refuse de s'associer à toute entreprise contre les pouvoirs du Président de la République et déclare que, pendant les élections, il prendra position sur le terrain antiradical d'une opposition ministérielle.

—Nous dénonçons à l'opinion publique, dit la *Patrie*, les déclarations suivantes de la *République française*, qui sont malheureusement restées sans démenti, sans flétrissure de la part du gouvernement :

"Si la politique du maréchal triomphe aux prochaines élections, "l'Allemagne et "l'Italie prendront immédiatement contre "nous l'initiative d'une lutte qu'aujourd'hui "force humaine ne pourrait plus éviter."

A ce propos, nous dirons avec la *Gazette de France* :

"Que les ministres ne s'y trompent pas; la victoire des républicains sans intérêts, sans but bien défini ne démontrera avec une infatigable persévérance les mensonges, les calomnies dans lesquelles consiste toute leur polémique. La *République française* ne sera pas contente d'autant plus audacieuse que le gouvernement paraît plus faible à son égard. Il y a dans le progrès de ses violences une leçon dont le pouvoir doit profiter. S'il reculait, il serait certain de déplorer de l'énergie et il mettrait ses adversaires en déroute."

—A propos de l'article de la *République française* contre le ministre actuel de Sa Majesté britannique, article dans lequel les "reptiles" prussiens se sont empressés de reproduire les outrages, la *Germania*, de Berlin, rappelle ce mot du prince de Bismarck :

"C'est un triste oiseau, celui qui souille son propre nid. Il était réservé, dit-elle, aux "libéraux" de France de traîner dans la boue ceux qui, il y a peu d'années, versaient leur sang pour leur patrie. Aussi les "reptiles" prussiens entendent-ils bien leur affaire quand ils portent aux nues ces Français qui jettent de l'ordure au premier soldat de leur pays."

NOUVELLES DE ROME. — On écrit de Rome, le 11 juillet :

"On prétend ici que le Pape a nommé une congrégation de six cardinaux pour examiner la question de savoir si une conciliation avec le royaume d'Italie serait avantageuse à l'Eglise. Que cette nouvelle soit fondée ou non, elle est un indice de l'état des esprits dans l'entourage du souverain Pontife au Vatican. Tout le monde reconnaît que la situation actuelle n'est possible qu'avec la personnalité de Pie IX. Aucun des cardinaux qui peuvent aspirer à la tiare ne consentirait à se renfermer au Vatican, sachant très bien qu'il n'y aurait plus les compensations qu'y trouve le Pontife actuel. J'ai à cet égard les renseignements les plus précis. Il est donc naturel que l'hypothèse d'une conciliation se pose pour ainsi dire d'elle-même.

"Par suite d'une indiscrétion dont l'auteur n'est peut-être pas aussi inconnu qu'il le croit, on a publié un Mémoire du Père Curci sur cette question. Le Père Curci est jésuite, et contrairement à l'opinion générale, c'est de sa compagnie que viennent les idées les plus conciliantes. Comme les affaires ne marchent pas vite au Vatican, il ne faut pas s'attendre à voir les négociations engagées dans un délai prochain. D'ailleurs, sur ce sujet les idées sont très partagées dans le parti libéral. Les uns seraient très portés à une entente, pourvu que les conditions ne fussent pas trop dures ; les autres repoussent absolument toute conciliation, craignant, non sans raison, qu'il n'en résulte un déplacement de la base du pouvoir, et que le parti libéral cesse d'être le maître comme il l'est depuis quinze ans.

"Les dernières élections municipales ont donné lieu à des discussions sur les affaires religieuses qui sont destinées à l'agiter plus d'importance que le moment de s'arrêter à un parti décisif se rapproche tous les jours, bien qu'il reste indéterminé. Des catholiques ont fait nommer plusieurs de leurs candidats à l'opposition, et dans d'autres villes ils en ont fait passer quelques uns. A Rome même, ils ont eu une minorité qui n'est point à dédaigner.

LA SUCCESSION ANTONELLI. — Nous lisons dans l'*Italie* du 12 juillet :

L'affaire Lambertini-Antonelli est venue, aujourd'hui, devant le président du tribunal.

La discussion s'est engagée sur la question de savoir s'il était permis ou non de rechercher la paternité de la comtesse Lambertini. Les avocats des frères Antonelli ont soutenu qu'on ne pouvait pas admettre cette preuve par témoins, du moment que la demanderesse a déjà une paternité reconnue, c'est à dire que sur le registre de la paroisse Santa-Maria in Via, la comtesse Laura Lambertini figure comme étant la fille de Angelo Marconi et de Antonietta Marconi, née Ballerini.

Le président s'est réservé de faire savoir, mercredi prochain, s'il admettra ou repoussera l'examen à *futura memorid*.

Nous savons que les frères Antonelli ont interpellé la comtesse Lambertini par huissier d'un manière pour savoir si elle entend se prévaloir de la lettre que celle-ci attribue à la Marconi et qui aurait été adressée au prêtre Venditti, le 7 avril 1857. Les frères Antonelli contestent l'authenticité de cette lettre. Ils déclarent que si la comtesse veut se servir de cette lettre, ils lui intenteront un procès pour faux, ce qui pourrait avoir pour conséquence de suspendre le procès en cour.

On dit que Pie IX a déclaré aux frères Antonelli qu'il désirait que l'on mît fin à ce scandale. Les frères Antonelli ne veulent pas entendre parler de transaction ; lorsqu'ils se sont présentés au Vatican pour faire connaître au saint-père les raisons pour lesquelles ils croient devoir tenir cette conduite, le pape a refusé de les recevoir.

UN MOT DE LAFFRÉDRÈRE. — Quelqu'un —une dame—lui demandait son âge.

—Le double, répondit-il avec un instant de fatuité, le double de celui que je parais avoir.

L'ATTITUDE DE L'ALLEMAGNE. — Une correspondance de Berlin, du 15 juillet, explique comme suit l'attitude expectante de l'Allemagne.

"Jusqu'ici la pratique de la maxime : "laisser faire, laisser passer" n'a pas porté grand bonheur aux Allemands dans leur économie intérieure ; en revanche, ils peuvent se féliciter des succès qu'elle leur a valus dans leur politique au dehors. Il y a tantôt vingt ans, M. de Bismarck, revenant de Paris, disait à ses amis de Berlin :

"Laissez faire Louis-Napoléon, c'est le roi de Prusse qu'il travaille." Il pourrait dire en ce moment pareille chose à la Russie ; ses hommes de peu de foi qui s'inquiètent depuis longtemps de ses complaisances envers une ancienne mais trop exigeante alliée. Les événements se chargeront bientôt de parler pour lui. C'est la grande force de cet homme d'Etat, depuis qu'il est au gouvernail, d'avoir su tenir sa barque dans le plein courant de l'histoire, sans se soucier des verseries ou ses rivaux s'en écartaient ou croyaient pouvoir le remonter impunément.

"Depuis la paix de Francfort, dont elle subit les conditions, il ne reste plus à la Russie qu'à laisser l'Allemagne et l'Autriche, réconciliées, étendre et consolider la prépondérance de la race germanique à l'est et à l'ouest, au nord et au sud, de Metz à Memel, de Trieste aux embouchures du Danube.

"Le plateau de la balance où la Russie, dans une heure d'aveuglement, avait mis son poids emporte maintenant celui qui sont fixées ses destinées. Elle croit, en russant, pouvoir détourner encore à son profit la force des choses. Vaine tentative ! Elle comprendra bientôt qu'elle a laissé ouvrir les écluses d'un fleuve auquel elle doit à son tour faire place, et dont tous ses efforts ne réussiront pas à maîtriser le courant.

"Depuis les victoires des Turcs en Asie, on commence à voir clair ici dans la politique du chancelier. Il n'est pas un Allemand qui ne se réjouisse, au fond de cœur, de ce revirement inattendu, non par turlupinerie assurément, mais par instinct national. Quoique l'idée d'une entente cordiale entre l'Angleterre et l'Autriche n'obtienne guère que d'agréables railleries de la part des feuilles officieuses, dans les bureaux de la rédaction, soyez-en sûrs, on se plaît à croire que l'envoi de la flotte anglaise sera bientôt suivi d'un convoi de correspondant des troupes autrichiennes, et, cette fois encore, on fait que l'Allemagne n'aura qu'à laisser faire et laisser passer pour voir les choses tourner à son plus grand avantage.

"Malgré le décret impérial prohibant l'exportation des chevaux, il règne donc en ce moment à Berlin, dans le monde militaire, un mouvement inusité en sphères diplomatiques. Le ministre de la guerre prend ses vacances, ainsi que ses collègues. Le chef du grand état-major, l'exemple du chancelier, fait ses foins et regarde mûrir ses blés.

—Le *Moniteur Ordre* joue cartes sur table à propos de M. Bonnet-Duverdier :

"Nous respectons la chose jugée, mais personne ne peut empêcher le parti radical de conserver un président du conseil municipal, condamné pour un délit politique, sa sympathie et son estime."

Le ménage d'assesseur un délit politique !

Pourquoi pas ! An fait M. Jolly, avocat des communards, a bien prétendu que l'égorgement des otages était un délit politique et M. Jolly est resté membre de la commune. Les incendies et les meurtres devaient être considérés comme "nécessités de la défense".

Revenons au *Moniteur Ordre* :

"La candidature de M. Bonnet-Duverdier, dit-il, serait une provocation, à nos radicaux, au milieu de cette grande protestation que la France entière prépare comme une dernière et terrible leçon."

Allons ! voilà qui est bien et nous savons à quoi nous en tenir. (*Patrie.*)

L'ARRESTATION DU CHEF DE LA POLICE DE SURETÉ ANGLAISE.

L'Angleterre est le pays des étonnements. Qui eût pu jamais supposer que le chef de la police se serait fait arrêter comme un simple escroc ? Voici pourtant les faits, tels que les raconte l'*Evénement* :

En juillet 1876, un aventurier français, nommé Rémond, avait longtemps habité Paris et occupait une petite place dans le journalisme du boulevard, se trouvait réfugié à Londres à la suite de diverses affaires, peu claires, dit-on, dans lesquelles il aurait trempé. Il paraît, car il en monta une colossale.

Il fit imprimer à Glasgow un million d'exemplaires d'un prétendu journal de turf qui n'avait jamais existé, et qu'il intitula : *The Sport*.

Cet unique numéro, dans l'un de ses articles, raconta les injustices dont était victime un très heureux parieur, nommé Mac Andrew.

M. Mac Andrew, d'après l'article en question, connaissait les courses d'une manière tellement phénoménale, et avait le coup d'œil si juste que les bookmakers refusaient de parier contre lui, ou lui donnaient une cote inférieure. Ils lui avaient ainsi fait perdre plus de quarante mille livres sterling en trois mois. Le journal terminait en conseillant à M. Mac Andrew d'avoir recours à des intermédiaires qui feraient ses paris en leur nom, et avec lesquels il partagerait les bénéfices.

Benson envoya ce prétendu journal, sous enveloppe, à un très grand nombre de personnes en France. Le numéro était accompagné d'une recommandation en français du fameux article et d'une lettre signée Mac Andrew.

"Voilez vous devenir mon correspondant ? disait la lettre. Je n'adresse à des Français, parce que les paris faits entre gens de faux noms sont nuls et Anglaterre. Vous autres, cette règle ne vous atteint point. Vous n'aurez qu'à recevoir mes instructions et à m'envoyer mes chèques à N. N. H. B. C., etc., etc."

Cette proposition sourit beaucoup à Mme la comtesse de Goncourt. On lui transmit le tout. Ce qui prouve que cette dame considérable sur la Banque Royale de Londres (laquelle n'a jamais existé), en la priant d'envoyer des chèques à de soi-disant bookmakers de Londres, les comptes de Benson,—ce qui prouve de cette fois qu'elle a un cheval dans toile ou telle course.

Dans une seconde lettre, qui suivit de près la première, Mac Andrew demanda à Mme de Goncourt si elle voulait partager la fortune pour son propre compte. Il avait, ajouta-t-il, un cheval sûr. La proposition plut à l'imprudente jeunesse, et on sait quels jours elle envoya à Benson Mac Andrew pour 250,000 francs de valeur.

Sur ses conseils, elle allait encore expédier 250,000 francs, afin de compléter le million, lorsque, heureusement pour elle, un ami lui ouvrit les yeux.

Elle télégraphia à la police anglaise, mais il était trop tard pour sauver les 250,000 francs. Benson et ses complices avaient vendu les valeurs, lesquelles avaient été payées en bank notes de la Banque d'Angleterre. Puis, ils avaient pris la fuite, se doutant bien que la police était sur leurs traces.

A Glasgow, les billets de la Banque furent changés contre d'autres billets provenant de la banque de Clydestale, lesquels n'étaient point numérotés et, par conséquent, pouvaient s'écouler facilement.

Ensuite Benson et ses associés s'en allèrent tranquillement passer quelques jours en voyage; ils visitèrent les Highlands, revinrent quarante huit heures après baine de mer, et finalement passèrent en Hollande.

Malheureusement pour eux, ils furent arrêtés et reconnus en Angleterre devant la *Court of queen's bench* ; Benson, malgré son audace, fut condamné à vingt et un ans de travaux forcés, ainsi que ses complices.

Quel rôle a été maintenant le rôle de M. Druscowitch dans toute cette affaire ?

Il est accusé, en même temps que ses subordonnés, MM. William Palmer et John Micklejohn, et mis solidairement de de l'argent, d'avoir favorisé la fuite des voleurs, après avoir partagé avec eux l'argent volé.

MM. Druscowitch, Palmer et Micklejohn, chargés de les poursuivre en Ecosse, se sérieront amusés en leur compagnie, au lieu de remplir leur mandat.

Le jour, dit l'accusation, ils avaient l'air de chercher leurs complices leur ordonnaient de se cacher, et le soir on se réunissait dans les bons hôtels et l'on faisait joyeusement danser les deux cent cinquante mille francs de la pauvre Mme de Goncourt.

La bande aurait ainsi parcouru tous les endroits illustrés par Walter Scott, et visité en touristes et en littérateurs, les rochers, les lacs et les vallons de Loch-Roy, de Waverley et de Fergus Mac-Ivor.....et puis, conclut-il n'est si bonne compagnie qui ne se quitte, on s'était séparé : les policemen pour retourner à leur vilain petit bureau de Scotland Yard ; les voleurs, pour traverser la Manche.

Je ne sais pas encore très bien comment la complicité de MM. Druscowitch, Palmer et Micklejohn a été établie ; mais à coup sûr, elle l'a été d'une façon évidente, car le juge du tribunal de Bow street leur refuse absolument de les mettre en liberté sous caution. M. Froggat, seul, dont le frère n'est pas bien défini a obtenu cette faveur.

Reste à voir si M. Druscowitch, si habile à arrêter les autres, va maintenant se tirer de là ou s'en aller piteusement retrouver en prison les innombrables clients qu'il y a envoyés.

—C'est la concierge de M. X.....de l'Institut, qui nous a fourni les éléments de ce ci :

—Et votre locataire, m'ame Coquardin ? disait une voisine.

—Toujours à l'Institut, pour vous servir.

—Un grand savant, paraît-il.

—Eh oui ! Il ne parle jamais, mais on dit qu'il sait se taire en cinq langues.

—Une bonne plaisanterie. La *Saturday Review* de Londres a consacré deux colonnes à la querelle d'auberge entre M. Saligman et le juge Hilton. Dans cet article, l'auteur anglais se demande à plusieurs reprises comment le juge Hilton peut-il concilier les devoirs imposants de la magistrature avec les traces d'un grand hôtel et les soucis d'un vaste magasin d'étoffes ? Si cet écrivain en est encore à prendre pour des magistrats *réels* tous les Américains auxquels il entend donner le titre de juges, pour des médecins affairés auprès de patients tous les Yankees qu'on appelle des Drs, pour des maîtres entourés d'élèves tous les compatriotes de M. Tilden qui se font appeler professeurs, et pour des militaires à la tête de troupes plus ou moins grandes tous les citoyens de l'Union auxquels on ne refusera pas le titre de général, de colonel ou de capitaine, il lui reste encore beaucoup à faire pour compléter ses connaissances de la société américaine.

—Un facteur bien embarrassé, c'est le facteur de Saint-Ponage, depuis l'aventure qui lui est arrivée, l'autre jour.

Il approchait de la boîte aux lettres de la commune pour faire la levée, lorsqu'il entendit comme un bourdonnement. Bientôt de la boîte sortent une abeille, puis deux, puis dix, qui s'en vont butiner dans un parterre voisin, et qui rentrent dans la boîte aux lettres.

L'infortuné facteur ne pouvait songer à ouvrir la boîte sans s'exposer à être défiguré par l'essaim qui y avait élu domicile, et, cependant, l'heure du courrier approchait. Il fallait faire un siége en règle, enfumer la boîte et se masquer. L'essaim fut bientôt délogé, mais les ruches avaient toutes une teinte cendrée qui a dû intriguer beaucoup les destinataires.

Le volontaire se rend à la cuisine, et, reparaissant bientôt au salon :

—Je ne peux pas le renvoyer, fait-il.

—Et pourquoi ? demande la mère.

—C'est mon sergent !

—Des lettres de Lerwick, chef-lieu du comté des Shetland (Ecosse), décrivent une pêche à la baleine des plus fructueuses qui, en lieu, il y a quelques jours à Sandwich-Bay, sur la côte Ouest des Shetland.

Un troupeau de baleines ayant été aperçu passant à toute vitesse au travers de l'étroit goulet de la baie, des embarcations furent lancées aussitôt à leur poursuite ; les pêcheurs réussirent à les cerner et à les faire échouer sur le rivage. Hommes, femmes, jusque, armés de harpons et d'autres engins, ont pris part à la pêche, qui a été des plus fructueuses.

Si de ces énormes cétacés ont été massacrés. Après leur avoir coupé la queue, on leur a pris les fanons et l'on en a retiré une grande quantité d'huile.

Décédé hier à onze heures et demie du matin à l'âge de vingt-quatre ans, JEAN LAPIQUE natif de Dengnin, Canton de Lescar,